



Assemblée générale

Distr. générale
23 juillet 2015
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trentième session

Point 1 de l'ordre du jour

Questions d'organisation et de procédure

Élection des membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme

Note du Secrétaire général

1. Conformément à sa résolution 5/1, le Conseil des droits de l'homme doit élire son Comité consultatif, composé de 18 experts siégeant à titre individuel et nommés par les États Membres de l'ONU à l'issue de consultations avec des institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile, au scrutin secret, sur la liste des candidats dont les noms auront été proposés conformément aux conditions arrêtées.
2. La répartition géographique des membres sera la suivante :
 - a) États d'Afrique : 5;
 - b) États d'Asie et du Pacifique : 5;
 - c) États d'Europe orientale : 2;
 - d) États d'Amérique latine et des Caraïbes : 3;
 - e) États d'Europe occidentale et autres États : 3.
3. À sa sixième session, le Conseil a adopté la décision 6/102 sur le suivi de sa résolution 5/1, dans laquelle sont énoncés les critères techniques et objectifs de présentation des candidatures. Ces critères sont les suivants :
 - a) Compétence et expérience reconnues dans le domaine des droits de l'homme;
 - b) Haute moralité;
 - c) Indépendance et impartialité.
4. Les lignes directrices que les États sont priés de prendre en considération concernant les critères techniques et objectifs de sélection de leurs candidats sont les suivantes :
 - a) Compétence et expérience :
 - i) Études universitaires dans le domaine des droits de l'homme ou dans des domaines connexes et/ou expérience directe ou indirecte du rôle de responsable



ou d'organisateur dans le domaine des droits de l'homme aux niveaux national, régional ou international;

ii) Expérience appréciable (cinq ans au moins) et contributions personnelles dans le domaine des droits de l'homme;

iii) La connaissance du système des Nations Unies et des mandats et politiques institutionnels ayant trait aux activités dans ce domaine, ainsi que la connaissance des instruments, normes et disciplines relatifs aux droits de l'homme et une bonne connaissance des différents systèmes juridiques et des différentes civilisations seraient souhaitables;

iv) Maîtrise d'au moins une des langues officielles de l'ONU;

v) Temps à consacrer aux travaux du Comité consultatif, pour concourir à son efficacité, tant en assistant à ses sessions qu'en menant à bien les activités prescrites entre les sessions.

b) Haute moralité;

c) Indépendance et impartialité : les personnes ayant de hautes responsabilités dans un gouvernement ou dans toute autre organisation ou entité qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts avec les responsabilités inhérentes au mandat seront écartées; les membres élus au Comité consultatif agiront à titre individuel;

d) Autres considérations : le principe du non-cumul des mandats dans le domaine des droits de l'homme doit être respecté.

5. Lorsqu'il élira les membres du Comité consultatif, le Conseil devrait accorder l'attention voulue à l'équilibre entre les sexes et à une représentation appropriée des différentes civilisations et des différents systèmes juridiques.

6. À sa septième session, le Conseil a élu pour la première fois les 18 membres du Comité consultatif, dont 4 pour un mandat d'un an, 7 pour un mandat de deux ans et 7 pour un mandat de trois ans.

7. À sa trentième session, conformément à son programme de travail annuel, le Conseil des droits de l'homme procédera à des élections afin de pourvoir les quatre sièges vacants du Comité consultatif. Parmi ces quatre sièges, 1 revient aux États d'Afrique, 1 aux États d'Asie et du Pacifique, 1 aux États d'Amérique latine et des Caraïbes et 1 aux États d'Europe occidentale et aux autres États.

8. Conformément au paragraphe 71 de la résolution 5/1 du Conseil, la liste des candidats doit être close deux mois avant la date de l'élection et le secrétariat doit communiquer cette liste et les informations pertinentes aux États Membres et les rendre publiques au moins un mois avant l'élection.

9. Le 20 avril 2015, le secrétariat du Conseil des droits de l'homme a adressé une note verbale aux coordonnateurs régionaux concernés pour les encourager à présenter des candidats, et les a informés que la date limite de soumission des candidatures était le 22 juin 2015.

10. Suite à cela, le secrétariat a reçu quatre candidatures pour l'élection au Comité consultatif, de la part des Gouvernements de l'Argentine, de l'Autriche, de l'Éthiopie et de l'Arabie saoudite.

11. On trouvera ci-dessous la liste des experts désignés comme candidats, dont les curriculum vitae sont joints en annexe*.

* L'annexe au présent document est distribuée telle qu'elle a été reçue, dans la langue originale seulement.

États d'Afrique*État membre**Candidat désigné*

Éthiopie

Imeru Tamrat Yigezu

États d'Asie et du Pacifique*État membre**Candidat désigné*

Arabie saoudite

Ibrahim Abdul Aziz Al Sheddi

États d'Amérique latine et des Caraïbes*État membre**Candidat désigné*

Argentine

Mario Luis Coriolano

États d'Europe occidentale et autres États*État membre**Candidat désigné*

Autriche

Katharina Pabel

Annexe*

Imeru Tamrat Yigezu (Ethiopia)

Education

1991–1992	LLM: International Environmental Law and Natural Resources; School of Oriental and African Studies, University of London (with Merit)
1983–1987	LLB: Faculty of Law, Addis Ababa University (Chancellor's Medal)

Employment history

2006–present	Managing Director, Multi-Talent Consultancy Plc
2002–2006	Freelance Consultant
1999–2002	Food Rights Campaign Coordinator, ActionAid Ethiopia
1997–1999	Head, Policy Analysis Division, Environmental Protection Authority of Ethiopia
1996–1997	Senior International Law Expert, Ministry of Water Resources
1994–1996	Head, Transboundary Water Resources Department, Ministry of Natural Resources Development and Environmental Protection (MoNRDEP)
1993–1994	International Water Law Expert, (MoNRDEP)
1988–1991	Legal Officer, Ethiopian Valleys Development Studies Authority

Key qualifications

More than 20 years professional experience as consultant in the area of natural resources and environmental management, land administration and land rights, civil society and international trade, as lecturer in water law, water rights and governance and environmental law and policy in the graduate program of the Law Faculty and College of Development Studies of the Addis Ababa University.

Long standing experience in evaluation of national, intergovernmental, civil society programs and projects.

Significant experience in working in a multicultural environment in several countries in Africa, Europe and the United States.

Significant experience as a team leader and manager of multi-country and national level consultancy projects.

Experience in providing training, capacity building and institutional development.

More than 8 years academic experience as a teacher in international water law, international environmental law and water rights and governance at the graduate level and supervising master's thesis.

* Curricula vitae are issued without formal editing.

Long standing experience as negotiator in the Nile Basin and in international environmental negotiations.

Significant experience in moderating, facilitating and conducting interactive discussions at both the national and international levels on issues of development, environment, human rights, land rights and international trade issues.

Professional experience

2012–date	Consultant, Regional and National Water Policy and Legal Framework, and Water Resources Management Project, Inter-Governmental Authority for Development (IGAD)
January–April 2012	National Land Administration and Land Rights Experts: Socio-Economic Baseline Study and Assessment of the Villagization Program in two Regional States in Ethiopia, Conducted for the Ministry of Foreign Affairs of Finland
November 2011–May 2012	Consultant, National Coordination Strategy for Multi-Stakeholder Cooperation and Collaboration on Multilateral Environmental Agreements for Ethiopia, African Union
2009–2010	Country Coordinator, Assessment of the Policy, Legal and Institutional Framework for Large-Scale Agricultural Investments in Ethiopia, World Bank
2010	Country Coordinator, Inventory of Large-Scale Agricultural Investments in Ethiopia, World Bank
2009	Country Coordinator, Land Governance Assessment Framework, World Bank
2008–2009	Coordinator, Legal and Institutional Framework for Market Competition in Ethiopia, Addis Ababa Chamber of Commerce and Sectoral Association
2008	Consultant, Regional Program for Water Education in East Africa, Austrian Development Cooperation
2007	Consultant, Country Case Study (Ethiopia): Mainstreaming Environment with a particular focus on dry-land issues, UNDP
2006	Consultant, Preparation of Social Mitigation Plan for the Humbo-Soddo Community Based Forest Regeneration Project, World Bank
2006	Legal and Institutional Specialist, Humbo-Soddo Community Based Forest Regeneration Project, World Bank
2005–2006	Team Leader, Preparation of a National Implementation Plan for Persistent Organic Pollutants, UNIDO
2004–2005	Legal and Institutional Consultant, Assessment of Enforcement, Monitoring and R&D Capacity to Manage Persistent Organic Pollutants in Ethiopia, UNIDO
2004	Intellectual Property Rights Protection of Traditional Medicinal Knowledge in Ethiopia, Ethiopian Science and Technology Commission

2003	Legal Consultant, Evaluation of the Land Administration Project of the Amhara National Regional State of Ethiopia, SIDA
2003	Member, Project Evaluation Mission: Capacity Building for Nile Basin Water Resources Management Project, FAO
2000	Member of the Ethiopian Delegation to the Resumed Session of the Extraordinary Meeting of the Conference of Parties to the Biosafety Protocol
1996–1997	Member of the Ethiopian Panel of Experts during negotiations of Nile Basin Countries to develop “Framework for Cooperation in the Nile Basin”
1995–1996	Member of the Ethiopian Delegation to the United Nations General Assembly (Sixth Committee) for the Elaboration of the “Draft Convention on the Non-Navigational Uses of International Watercourses”

Academic positions

2011	Associate Professor (part-time), Water Rights and Governance, College of Development Studies, Addis Ababa University
2007–2011	Associate Professor, Law of International Watercourses, Graduate Program, Law Faculty, Addis Ababa University
2007–2011	Associate Professor, International Environmental Law, Graduate Program, Law Faculty, Addis Ababa University
2003–2005	Associate Professor, Natural Resources and Environmental law, Graduate Program, Law Faculty, Addis Ababa University

Ibrahim Abdul Aziz Al Sheddi (Saudi Arabia)

Education

B.A., College of Arabic language, Riyadh, K.S.A., 1971

Diploma in Edu. Administration, Oklahoma University, USA, 1979

M.A in Edu. Administration, Oklahoma University, USA, 1980

Training in International Organizations, UNESCO Paris, 1983

Ph.D. in International and Regional Organizations, Mohammed Bin Saud University, K.S.A., 1995

Professional experience

1971–1979	Teacher and principal in High school
1984–2009	Secretary-General of Saudi National Commission for Education, Science and Culture (UNESCO)
1984–2009	Secretary-General of Saudi National Commission for Childhood
1989	Permanent Delegate of Saudi Arabia to UNESCO, Paris
1990–1997	Assistant Deputy Minister of Education for Cultural & International Relations
1997–2009	Deputy Minister of Education for International Affairs
2009–2013	Member of Shoura council
2008–till now	Member of Human Rights Commission

Participation in national committees

Vice-president of Saudi National Commission for (UNESCO)

Vice-president of Saudi National Commission for Childhood

Member of Higher Committee on “Riyadh, the Capital of Arab Culture, 2000”

Chairman of Committee for the Report of Saudi Arabia on the Implementation of the Convention on the Rights of the Child

Member of Scientific Committee of Jeresy Chair for Human Rights

Participation in regional and international committees

Member of the Executive Board of Arab League Educational, Cultural and Scientific Organization (ALECSO), 1992–1998, Tunis

President of the Executive Board of ALECS, 1998–2002, Tunis

Vice-Representative of Saudi Arabia to the Executive Board of UNESCO, 1996–1999, Paris

Member of the International Committee on the Rights of the Child, 2001–2005

President of Arab Permanente Committee for Human Rights 2006–2012

Participation in international conferences

Chairman of Saudi Delegation to the General Conference of UNESCO, 26th session, November 1992, Paris

Chairman of Saudi Delegation to International Education Conference, 43rd session, September 1993, Geneva

Chairman of Saudi Delegation to Regional Conferences of Arab National Commissions for UNESCO

Member of Saudi Delegation to the General Conferences of UNESCO 1983–2009 (held every two years)

Member of Saudi Delegation to the General Conferences of ALECSO 1982–2009 (held every two years)

Member of Saudi Delegation to the General Conferences of Ministers of Education in the Gulf States, 1982–2009 (held every two years)

Member of Saudi Delegation to the International Education Conference, 1984–2009, Geneva

Member of Saudi Delegation to Conference of Ministers of Culture in Islamic States, 1998, Rabat

Member of Saudi Delegation to Intergovernmental Conference on Cultural Policies for Development (Stockholm, 1998)

Member of Saudi Delegation to Conference of Ministers of Culture in the Gulf States, 1999, Sharja

Member of Saudi Delegation to Conference of Arab Ministers of Culture, 2000, Riyadh

Member of Saudi Delegation to the 2nd World Congress against Commercial Sexual Exploitation of Children 2001, Yokohama, Japan

Member of Saudi Delegation to the Second World Summit for Children, 2002, New York

In addition to participation in several regional and international seminars and meetings

Publications and studies

“Educational Plans of Regional and International Educational Organizations”, a book, 1999

“Rights of the Child”, a book, 2005

A number of researches and studies, such as:

“Child Welfare in Saudi Arabia”

“Rights of the Child in Saudi Arabia”

“Children Literature in Saudi Arabia”

“Child Culture”

“Computer Programs for Children”

“The Need for Supreme Council for Childhood in Saudi Arabia”

“International Convention on the Rights of the Child”

“Human Rights: International Protection Mechanisms”

“Childhood in Islam”

“Introducing Educational International and Regional Organizations”

“Saudi Arabia and Educational International and Regional Organizations”

“Educational Supervision: Concept, Mechanism”

A number of articles published in Saudi newspapers and magazines

Mario Luis Coriolano (Argentina)

Mario Luis Coriolano, argentino, es abogado, egresado de la Universidad Nacional de La Plata (UNLP), Argentina, donde obtuvo el título de Especialista en Derecho Penal y Criminología. Es profesor adjunto ordinario por concurso de oposición y antecedentes en la Cátedra de Derecho Procesal I en la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la UNLP. Desde el año 1998, es el Titular de la Defensoría ante el Tribunal de Casación Penal de la Provincia de Buenos Aires, Argentina, cargo obtenido por concurso a través del Consejo de la Magistratura.

El candidato posee una extensa experiencia judicial, académica y cultural que ha volcado enérgicamente en la lucha contra la tortura y las condiciones degradantes de detención en el ámbito local, nacional, regional y universal. Posee una vasta experiencia en el diseño y ejecución de políticas públicas vinculadas a temas carcelarios, como así en visitas y supervisión a cárceles. Esto caracteriza su larga práctica en las relaciones con el personal policial y penitenciario, siempre con el objetivo de promover el mejoramiento de las instituciones respectivas.

En el año 2012, fue designado para integrar el Comité Asesor del Consejo de Derechos Humanos de Naciones Unidas, como experto independiente por su experiencia profesional. Los miembros son nominados por los gobiernos y elegidos por el Consejo.

El Comité suele formar grupos de trabajo, entre los cuales el Dr. Coriolano integra:

- a) Grupo de redacción del estudio sobre las posibilidades de utilizar el deporte y el ideal olímpico para promover los derechos humanos, desde febrero de 2014;
- b) Grupo de redacción del informe de investigación sobre el papel de los gobiernos locales en la promoción y protección de los derechos humanos, desde febrero de 2014;
- c) Grupo de estudio sobre la situación de los derechos humanos de las personas con albinismo, desde febrero de 2014;
- d) En septiembre de 2014, el Consejo mediante la resolución 27/30 pide al Comité Asesor que prepare un informe basado en la investigación sobre las actividades de los fondos buitres y el impacto en los derechos humanos. El mismo será presentado en marzo de 2016. El Comité Asesor estableció el Grupo de redacción sobre dicho informe, en febrero de 2015, entre los que se encuentra formando parte del mismo el Dr. Coriolano;
- e) Grupo de redacción del informe de investigación sobre el Impacto negativo de la corrupción sobre los derechos humanos, desde agosto del 2013;
- f) Desde el 2013 forma parte del Grupo de Trabajo sobre las Comunicaciones, que consta de cinco expertos independientes y altamente calificados y es geográficamente representativo de los cinco grupos regionales. La designación es por un período de tres años, y renovable una vez. En ese contexto, durante la primera sesión en el Comité Asesor en febrero de 2013, propuso solicitar al Consejo de Derechos Humanos para realizar una investigación sobre “Seguridad ciudadana” con un enfoque de Derechos Humanos, que fue aprobado por unanimidad.

En el año 2006, en reconocimiento de sus aptitudes personales y profesionales, fue elegido miembro del Subcomité para la Prevención de la Tortura, órgano creado ese mismo año a la luz del Protocolo Facultativo de la Convención contra la Tortura de Naciones Unidas (OPCAT). En el año 2008, fue reelegido, siendo vicepresidente de este órgano hasta el año 2012. En la etapa fundacional, el Dr. Coriolano se ha dedicado plenamente a contribuir a la construcción de un sólido sistema preventivo universal. Su visión estratégica considera el OPCAT la pieza catalizadora faltante para complementar y reforzar a instituciones y actores existentes que han de combatir la tortura desde sus distintos ámbitos, evitando superposiciones, llenando vacíos y

corrigiendo debilidades. En lo referido a la edificación de estas relaciones interinstitucionales, sus gestiones fueron decisivas para lograr el acercamiento entre el Subcomité y el Comité contra la Tortura y fue por ello designado por sus colegas para integrar el Grupo de Trabajo creado a fin de facilitar la comunicación, intercambio de información y actuación coordinada entre ambos órganos. Asimismo, se ha preocupado por establecer pautas de trabajo coordinadas entre el Subcomité y la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH). Para ello, entre otros, impulsó una invitación al Secretario Ejecutivo de este órgano regional a una reunión de trabajo con el pleno del Subcomité en Ginebra y participó, en representación del Subcomité, en una audiencia pública y sesión plenaria convocada por la CIDH en Washington DC.

Además, el Dr. Coriolano ha priorizado el desarrollo del aspecto del mandato del SPT referido a los mecanismos nacionales de prevención (MNP) previstos bajo el Protocolo Facultativo. En este sentido, fue designado por el Subcomité para redactar pautas preliminares que orientaron las gestiones del SPT durante sus primeras visitas al terreno y sus respectivos informes y sirvieron de base para la elaboración de directrices sobre los MNP consagradas en el primer informe anual público del SPT. Igualmente, le fue encargado un documento de análisis sobre el estado de situación de los MNP en cada Estado Parte del Protocolo Facultativo para así estudiar las medidas que el SPT ha de adoptar para ayudar a los Estados a aplicar estas directrices. En contextos nacionales específicos, fue designado Punto Focal del Subcomité con el MNP de México (único Punto Focal hasta la fecha), habiendo establecido en esta calidad contacto directo y estrecho con los integrantes del MNP, además de las autoridades del Estado Parte y otros actores nacionales relevantes.

Igualmente, participó como disertante en diferentes eventos para impulsar la implantación de los MNP en Chile, Brasil, Paraguay, Bolivia, Perú, Uruguay, Honduras y Guatemala orientando y apoyando a los actores nacionales de estos procesos.

Además formó parte de las Misiones Internacionales del Subcomité a África, México, Paraguay, Honduras, Brasil donde se desempeñó como jefe de misión. Participó en el Primer Seminario Mundial sobre el OPCAT convocado por la Universidad de Bristol, Inglaterra.

En su calidad de Defensor de Casación de la Provincia de Buenos Aires, Argentina, llevó a cabo la creación y puesta en marcha de áreas de ejecución de la defensa, conformadas por un equipo de abogados especializados que atienden detenidos y visitan cárceles con el objeto de garantizar los derechos humanos de las personas privadas de su libertad. Asimismo, creó la base de datos sobre casos de torturas y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes, en el cual se registran las denuncias sobre casos de torturas en la provincia de Buenos Aires. La primera base de datos de esta naturaleza, ha sido decisiva para hacer visible la grave problemática de la tortura en la provincia de Buenos Aires y ha sido replicada en otras provincias. Así, sigue siendo utilizada por diferentes organismos de derechos humanos a nivel provincial, nacional e internacional (Centro de Estudios Legales y Sociales – CELS; Amnistía Internacional, Centro por la Justicia y el Derecho Internacional – CEJIL; Comisión Interamericana de Derechos Humanos – CIDH; entre otros). Además creó el programa integral de sistematización de información, el cual releva, el hostigamiento a defensores y casos de pruebas adulteradas.

A su vez, el Dr. Coriolano diseñó e implementó el Programa de Capacitación “Entrenamiento interdisciplinario en visitas a Unidades Carcelarias” para llevar a cabo en todo el territorio argentino. El mismo está destinado a capacitar personas de distintos sectores estatales y de la sociedad civil, a fin de perfeccionar los mecanismos de visitas que deben realizar regularmente y de manera sorpresiva para examinar las condiciones en que se encuentran las personas privadas de libertad. Su eje central es la Convención contra la Tortura de las Naciones Unidas y su Protocolo Facultativo. El proyecto contó con la financiación de la Embajada Suiza en Argentina y el apoyo de la Asociación para la Prevención de la Tortura (APT).

En el ámbito académico, es el Director de la Cátedra Libre “Salud Pública Penitenciaria” de la Universidad Nacional de La Plata. Desde año 2.010 hasta la actualidad.

Su experiencia, que abarca las sólidas iniciativas que desarrolló y continúa desarrollando en el ámbito de sus funciones, le ha servido de la misma manera para elaborar teóricamente la dolorosa materia de su labor y volcar su pensamiento en innumerables disertaciones sobre temas de tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes llevadas a cabo en eventos nacionales e internacionales, entre ellos: en Estados Unidos (2015-2014-2011-2009-2008); Brasil (2014-2012-2011-2010-2008-2007-2006-2005-2001); Honduras (2014-2012-2009); Bolivia (2007); Perú (2012-2007); Colombia (2011-2006); México (2008-2006-2005); Argentina (2005); Paraguay (2015-2012-2011-2010-2009-2008-2007-2005-2002); Uruguay (2010-2008-2004); Ecuador (2003); Canadá (2003); Costa Rica (2012-2002-1999-1998); Chile (2013-2012-2001); Guatemala (2012-2010-2009-2001); Francia (2009); España (2010-2008). Por otra parte, es autor de numerosas publicaciones de su especialidad, entre ellas “Red para la lucha contra la tortura. Implementación del Protocolo Facultativo a la Convención contra la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes”. Libro, auspiciado por el Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, Presidencia de la Nación Argentina. (año 2013).

Ha creado y dirige desde el año 2000 el Centro de Estudios para la Defensa Pública, espacio destinado a la capacitación y debate público acerca de temas vinculados a la justicia y los derechos Humanos en Argentina y América Latina y es socio fundador de la Asociación de Defensores por los Derechos Humanos.

También participó de la fundación del Foro para la Justicia Democrática, asociación civil sin fines de lucro, integrada por jueces, fiscales y defensores, con el objeto de desarrollar un espacio pluralista de constante debate y reflexión que permita consolidar – desde el ámbito judicial – el Estado de Derecho democrático y los derechos humanos. Esto a través del análisis de situación con base en información que provean distintos actores locales pertinentes y la formulación de propuestas en pos del mejoramiento de la justicia penal en la Provincia de Buenos Aires.

Actualmente es el funcionario designado como nexo entre la provincia de Buenos Aires y el Programa Nacional Anti-impunidad, que tiende a aunar esfuerzos en el ámbito nacional, provincial o municipal con reparticiones oficiales, organismos no gubernamentales y estamentos de la sociedad civil en la lucha contra flagrantes violaciones a los derechos humanos.

Además es Becario del Programa de Investigación del Gobierno de Canadá desde el año 2002. Asimismo ha sido Consultor del Instituto Interamericano de Derechos Humanos (IIDH) con sede en San José, Costa Rica.

Katharina Pabel (Austria)

Academic education

1988–1993	Studies of Law at Bonn University (Germany)
1993	First Law Degree (appeals court Cologne, Germany)
1994–1997	Trainee clerk (appeals court Cologne, Germany)
1997	Second Law Degree (appeals court Cologne, Germany)
2001	Doctor of Law at the Rheinische Friedrich Wilhelms University of Bonn (Germany); Title of Doctoral Thesis “Grundfragen der Kompetenzordnung im Bereich der Kunst”
2009	Habilitation with <i>venia legendi</i> “Öffentliches Recht, Rechtsvergleichung, Staatskirchenrecht” at Wirtschaftsuniversität Wien (Austria); Title of Habilitation Thesis “Die Kontrollfunktion des Parlaments”

Professional career

1997–2002	Undergraduate and graduate research assistant at Bonn University (Germany)
2002–2006	Graduate research assistant at Graz University (Austria)
2006–2009	Graduate research assistant at Wirtschaftsuniversität Wien (Austria)
2009–	Teaching at the University of Bonn (Germany)
2009–2010	Filling in of a vacant chair at the University of Cologne (Germany)
2010–	Professor of Public Law at the University of Linz (Austria); since October 2011 Head of department for administrative law and administrative studies
2010–	Nomination as ad-hoc judge at the European Court of Human Rights
2012–	Alternate member of the Management Board of the EU Fundamental Rights Agency
2012–	Member of the Human Rights Council Advisory Committee; since 2014 member of the Working Group on Communications (part of the Human Rights Council Complaint Procedure)
2015–	Alternate member of the Venice Commission (Council of Europe)